

ses limites, et de reporter indéfiniment la véritable conversion du secteur de la défense.

CONCLUSION

Si les tendances actuelles se maintiennent, la conversion de l'économie soviétique risque de ne pas surmonter les difficultés des deux dernières années. Comme l'expérience le prouve, tout effort visant à réduire l'écrasant fardeau militaire qui pèse sur l'économie civile en chute libre doit aller au-delà des palliatifs pour s'attaquer à la cause profonde du malaise économique qui afflige le pays, à savoir, le système dysfonctionnel de planification centrale. Contrairement aux attentes initiales, la direction centrale s'avère incapable d'effectuer même un transfert relativement facile des ressources de défense à la production civile. En fait, le système soviétique semble encore moins favoriser la conversion qu'une économie de marché. Tant que la conversion reste assujettie au *diktat* des ministères centraux, il est peu probable que de petites retouches, quel qu'en soit le nombre, créent les encouragements financiers nécessaires, ou qu'elles atténuent l'intrusion incontrôlée des politiciens, ce qui serait pourtant nécessaire pour la relancer. À ce stade, elle n'a servi qu'à renforcer la mainmise totale du complexe militaro-industriel sur les ressources civiles, sans être particulièrement bénéfique pour l'économie civile.

L'avenir de la conversion n'est pas tout à fait sombre. Les autorités, quoique discrètes en ce moment, ne sont pas revenues sur leur engagement. Qui plus est, les tendances économiques sous-jacentes qui ont incité à la conversion il y a deux ans n'ont fait que s'intensifier. Sans doute en reconnaissance de ce fait, Moscou a indiqué récemment qu'il adopterait bientôt d'autres lois en la matière. En outre, de récentes propositions, formulées par des dirigeants de l'industrie de défense et par leurs détracteurs, donnent un nouvel espoir pour la conversion. Elles portent sur une troisième solution, qui consisterait à briser le monopole des ministères de la Défense centralisés afin de mettre sur pied un système dépendant toujours de l'État, mais dans lequel les entreprises de défense échapperaient enfin à la planification centrale. En définitive, l'avenir de la conversion du secteur de la défense soviétique dépendra cependant de l'issue du combat plus général et plus vital qui entoure l'orientation future de l'économie soviétique.

NOTES

¹ Cité dans Andrew S. Weiss, «Conversion of Soviet Defence Industries: A Preliminary Assessment», *Soviet Observer*, vol. 2, n° 2, décembre 1990, p. 1. C'est aussi l'interprétation dominante du terme «conversion» en Occident. Voir Seymour Melman et Lloyd J. Dumas, «Bombs into Ploughshares - Planning for Economic Conversion», *The Nation*, 16 avril 1990, p. 1.

- ² Nations Unies, *Rapports entre le désarmement et le développement*. New York, 1982, p. 101.
- ³ Officiellement, le budget de la défense de l'URSS représente actuellement 8 p. 100 de son PNB. Les spécialistes soviétiques et les analystes occidentaux réfutent ce chiffre, qu'ils estiment trop bas. Selon un comité du Soviet suprême, si l'on inclut les coûts cachés, le budget réel avoisine 20 p. 100 du PNB, chiffre généralement accepté par les experts occidentaux. Voir Yuri Ryzkov, «The Security We Do Not Need», *New Times*, n° 10, 1990, p. 27.
- ⁴ Arthur Alexander, *The Conversion of Soviet Defense Industry*, Rand P7620, Santa Monica, CA, janvier 1990, p. 10.
- ⁵ Le projet de loi sur la conversion a été coté «document secret». Même le comité parlementaire soviétique chargé des questions de défense et de sécurité n'était pas au courant du libellé du projet de loi. Voir Gyorgy Arbatov, «Why Does Parliament Lack Military Data?», *Izvestiya*, 25 octobre 1990, p. 3, repris dans *Current Digest of the Soviet Press*, vol. 42, n° 43, 1990, pages 12-14.
- ⁶ Cité dans Yuri Adamov, «Economic Reform and Conversion», *International Affairs* (Moscou), janvier 1990, p. 116.
- ⁷ Vladimir Lopatin, «The Army and the Economy: Economic Aspects of Military Reform», *Global Affairs*, hiver 1991, p. 15.
- ⁸ Cité dans *Foreign Broadcast Information Service (FBIS)*, Daily Report: Soviet Union, 19 septembre 1990; p. 15.
- ⁹ «Status for the Defence Industry», *Pravda*, 6 septembre 1990, p. 2, repris dans *Foreign Broadcast Information Service (FBIS)*, Daily Report: Soviet Union, 10 septembre 1990, pages 68-70.
- ¹⁰ Peter Goodspeed, «China Launches Massive Arms Building Program», *Toronto Star*, 15 avril 1991, p. A17; et «China Extends a Friendly Loan to Moscow», *New York Times*, 16 mars 1991, p. A6.
- ¹¹ «Hard-Pressed Czechs Retain Arms Trade», *New York Times*, 3 mai 1991, p. A3.

Karen Ballentine est chargée de recherche à l'ICPSI.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et elles n'engagent en rien l'Institut ni le Conseil.

Publication de l'Institut canadien de sécurité internationales. Pour des copies supplémentaires ou d'autres documents, contactez l'Institut, au 360, rue Albert, bureau 100, K1R 7X7.

